



BUDGET 2026 : POURQUOI AVOIR CHOISI LE DÉBAT PARLEMENTAIRE ? OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Depuis le 21 octobre, je siège en continu en commission et dans l'hémicycle pour défendre un budget plus juste. Retrouvez ici mon point d'étape.

LIRE LE POINT D'ÉTAPE BUDGÉTAIRE

BUDGET DU LOGEMENT : MA QUESTION AU PREMIER MINISTRE

Depuis 2022, la question du logement est au cœur de mon travail parlementaire. Lors de la session de Questions au Gouvernement du mardi 29 octobre, j'ai interrogé le Premier ministre sur les ambitions de son gouvernement en la matière.

« Monsieur le Premier ministre,

Dans votre discours de Politique générale, en amont d'un débat budgétaire sans majorité et sans 49.3, vous avez invité les députés à trouver des compromis dans l'intérêt de nos concitoyens.

Les socialistes ont participé, avec différents groupes, à la définition d'un bloc d'amendements qui doivent permettre de s'attaquer au grand perdant de 8 ans de macronisme : la politique du logement.

La crise que traverse notre pays atteint un niveau sans précédent. Près de 3 millions de ménages attendent un logement social, des centaines de jeunes renoncent à leurs études faute de logement, des milliers de salariés peinent à se loger près de leur lieu de travail, le monde du BTP est au bord du dépôt de bilan et les collectivités locales se retrouvent isolées.

Tout cela pèse lourdement sur le moral de nos concitoyens, sur la cohésion sociale et territoriale, l'insertion et l'émancipation. Lourdement aussi, sur notre économie avec 4 milliards d'euros de TVA en moins par rapport à 2017.

Un euro investi dans le logement c'est à minima le double dans les caisses de l'État.

Monsieur le Premier ministre, avec mes collègues portant le sujet du logement dans nos groupes respectifs, nous avons répondu à votre appel, nous avons des propositions majoritaires sur nos bancs pour soutenir les bailleurs sociaux comme les investisseurs privés afin de produire du logement durable et abordable, mais aussi pour lutter contre la spéculation immobilière.

Mais comme trop souvent en matière de logement les ministres, si engagés soient-ils, se heurtent au verrou de Bercy.

La politique du logement ne peut que rapporter aux comptes publics, mais elle implique d'investir. Nous faisons les deux. Monsieur le Premier ministre, fidèle à votre déclaration de politique générale, vous engagez-vous à soutenir ces propositions parlementaires sans interférence du Gouvernement sur le fond ?

Je pense en particulier à la nécessité, comme nous en avons convenu avec mes collègues, de mettre en regard de la création d'un statut du bailleur privé, la diminution sensible de la réduction de loyer de solidarité au bénéfice de la production de logements sociaux.

Je vous remercie. »



POUR ÉCOUTER MA QUESTION

RÉFORME DE LA PAC : QUEL AVENIR POUR NOTRE AGRICULTURE DE MONTAGNE ?

En marge des débats budgétaires, j'ai eu l'occasion d'interpeller une délégation de députés européens sur l'enjeu de préserver l'ICHN.

La Politique agricole commune (PAC), pilier du soutien à notre agriculture, entre en préparation pour la période 2028-2034. Son avenir conditionne directement la vitalité de nos territoires ruraux et de montagne.

L'Indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN), dispositif majeur du second pilier de la PAC, compense les surcoûts liés à l'altitude, la pente et l'isolement, garantissant la pérennité des exploitations.

Or, les discussions européennes sur la future PAC évoquent une possible révision des critères d'éligibilité, suscitant de fortes inquiétudes chez les élus et agriculteurs de montagne. Ainsi, il nous paraît essentiel d'assurer :

- le maintien des critères actuels d'éligibilité de l'ICHN afin de concentrer l'aide sur ceux qui en ont réellement besoin ;

- le maintien, a minima, du budget national alloué à ce dispositif, indispensable pour compenser les handicaps naturels et garantir la viabilité des exploitations en altitude.

Je sais pouvoir compter sur mon collègue Eric Saragiacomo, député européen socialiste pour défendre le maintien de l'ICHN dans son périmètre actuel et assurer la stabilité de son budget pour préserver l'avenir de l'agriculture de montagne.

POUR ÉCOUTER MA QUESTION

ATTENTATS DU GAL : UNE PREMIÈRE ÉTAPE HISTORIQUE À L'ASSEMBLÉE VERS LA VÉRITÉ

Nous, députés du Pays Basque, avons initié à l'Assemblée nationale une soirée inédite et importante qui a permis de tracer les premiers jalons au sein des institutions françaises pour établir la vérité sur les attentats du GAL.

La projection du documentaire de Sylvie Garat "Gal : au nom de la raison d'Etat" s'est poursuivie par les témoignages importants du juge d'instruction de l'époque, Christophe Seys et de Txetx Echeverry, témoin direct de l'attentat de l'hôtel Monbar.

À la suite de ces échanges, Jean-Pierre Massias président de l'IFJD - Institut Louis Joinet a accepté de conduire une enquête indépendante.

Nous avons, de notre côté, lancé un groupe de liaison parlementaire pour en suivre les travaux.

C'est un premier pas historique pour la vérité, vers la reconnaissance de toutes les victimes et la compréhension du rôle de l'Etat français dans ces événements.



PANTHÉONISATION DE ROBERT BADINTER

Le 9 octobre 2025, 44 ans après l'abolition de la peine de mort, j'ai eu l'honneur d'assister à la panthéonisation de Robert Badinter.

Avocat, résistant, Gardé des Sceaux de François Mitterrand, Président du Conseil constitutionnel, Robert Badinter a fait de sa vie un combat pour la dignité humaine. Il a incarné, à chaque étape, les valeurs les plus hautes du socialisme.

De l'abolition de la peine de mort à la dépénalisation de l'homosexualité, il a contribué à façonner une France plus juste.

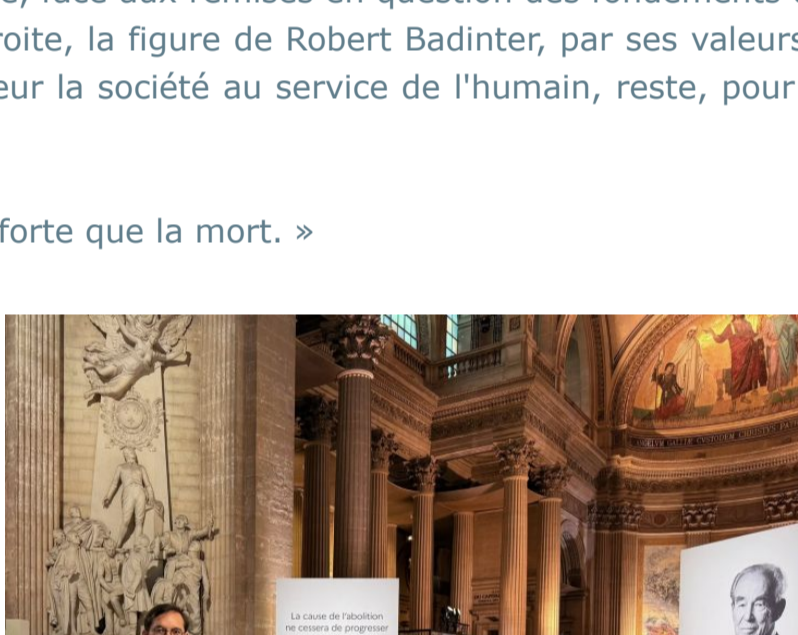
Le 17 septembre 1981, à l'Assemblée nationale, Robert Badinter, ministre de la Justice, plaide pour en finir avec la peine capitale. Le 9 octobre, la peine de mort est abolie : une victoire qui restera à jamais associée à son nom.

En tant que Gardé des Sceaux, il poursuit son combat pour l'égalité avec la dépénalisation de l'homosexualité. Le 4 août 1982, la loi supprime la distinction entre relations hétérosexuelles et homosexuelles dans le Code pénal. La lutte contre l'homophobie et pour les droits des personnes homosexuelles restera l'une de ses batailles, tout au long de sa vie. Il défend la dépénalisation universelle de l'homosexualité.

Fils de déporté, Robert Badinter s'est toujours élevé contre l'antisémitisme, avec une conviction inébranlable : la République doit rester le rempart contre la haine. Il est, à ce titre, un fervent défenseur de la laïcité qu'il considère comme une grande barrière contre le poison du fanatisme.

Dans un monde bouleversé, face aux remises en question des fondements de notre République, face à la montée de l'extrême droite, la figure de Robert Badinter, par ses valeurs, ses combats, sa capacité à transformer en profondeur la société au service de l'humain, reste, pour les Socialistes, une source inépuisable d'inspiration.

« La vie est toujours plus forte que la mort. »



RÉÉLECTION COMME SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

J'ai récemment été réélu secrétaire de l'Assemblée nationale.

Je suis honoré du vote et de la confiance renouvelée de mes collègues et remercie particulièrement mon groupe de m'avoir reconduit à ce poste.

Je regrette l'attitude des députés du Modem qui, en barrant mon nom, ont préféré voter pour des députés du Rassemblement national.

Par ces votes, comme par l'accord conclu avec le bloc central la veille, le Rassemblement national fait son retour au bureau de l'Assemblée nationale, je ne peux que le dénoncer. Le bloc central a ainsi fait sauter le barrage républicain qui a pourtant permis à plusieurs de ses membres de conserver leur siège de député en 2024. Il s'agit là d'une faille morale inquiétante.

François Bayrou a préféré faire le jeu du Rassemblement national plutôt que de permettre à notre département d'être représenté au sein du bureau de l'Assemblée nationale. Grâce aux votes de mes collègues ce sera néanmoins le cas.

Pour ma part je continuerai de défendre et de protéger l'institution pour permettre sa pleine souveraineté.



LE BILLET DE MONA : EN STAGE EN CIRCONSCRIPTION

"J'ai volontairement choisi d'effectuer ce stage en circonscription plutôt qu'à l'Assemblée nationale, choix qui peut sembler paradoxal au regard de mon objectif initial. Pourtant, cette expérience m'a paru la plus pertinente pour comprendre concrètement comment les enjeux locaux nourrissent et influencent l'action politique nationale."



LIRE PLUS

BILAN CIRCO'

Bien que l'automne soit consacré à l'examen des textes budgétaires à l'Assemblée nationale, j'ai continué à arpenter la circonscription. Plongée dans mon agenda du mois d'octobre :



BILAN OCTOBRE EN CIRCONSCRIPTION

- 04/10 Inauguration de la réhabilitation de l'hôtel Anglesnea à Urepel
- 05/10 Foire au fromage à Laruns
Mobilisation pour Octure rose à Oloron
- 06/10 Rendez-vous à la permanence à Oloron
- 10/10 Biennale de l'architecture à Oloron
- 11/10 Rendez-vous avec la compagnie de théâtre La Fabrique Affamée à Hasparren
Participation à Auzolan, journée du droit au logement à Bayonne
- 13/10 Rencontre avec des élèves du collège de Navarrenx
Rendez-vous avec l'ARS et les élus locaux à Rivehaute sur le dossier de la pharmacie du village
- 16/10 Réunion de travail avec des bailleurs sociaux du territoire
Rendez-vous à la permanence à Oloron
- 17/10 Rencontre et échanges avec les ATSEM de la commune d'Oloron
- 18/10 Inauguration du refuge et du restaurant d'essai à Lanne-en-Barétous
- 19/10 Fêtes de la Saint Grat à Oloron

À Paris pour l'examen du budget du 21 octobre au 09 novembre sans interruption

